

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

La sécheresse estivale a frappé l'Europe entière. La vague de chaleur persistante a eu un effet néfaste sur les pâturages, la production de foin, l'ensilage ainsi que la production de céréales et de paille. En raison de la sécheresse, les producteurs de lait manquent de fourrages propres, pourtant nécessaires. Dans le présent bulletin, vous trouverez quelques articles de nos organisations membres sur la situation actuelle dans leur pays.

L'agriculture danoise n'a pas été épargnée, loin s'en faut. Le pays entier a vécu une chaleur brûlante « digne de Majorque » tout au long de l'été. Les estimations officielles révèlent des pertes de 800 millions à un milliard d'euros pour l'agriculture danoise. Les calculs réalisés par notre organisation danoise de producteurs laitiers LDM font état de déficits pouvant s'élever dans les pires cas à 550-650 euros, voire même 700 euros par vache pour la saison d'alimentation en cours.

De nombreux producteurs laitiers ont perdu deux coupes d'herbe. Le rendement des céréales était inférieur de 60 à 80% par rapport au rendement normal et le maïs, qui a bien triste allure, devrait connaître une baisse de rendement similaire à celle observée dans les cultures céréalières. La situation est particulièrement critique pour les producteurs laitiers en bio, qui ne peuvent acheter de fourrages bio de substitution et qui n'ont qu'un accès limité à l'achat de fourrages bio complémentaires.

Le gouvernement danois est ouvert à l'octroi d'une aide pour contrer les effets néfastes de la sécheresse, mais le désaccord interne ou l'indécision ont empêché l'adoption de mesures avant la fin du mois d'août. On estime que cette sécheresse pourrait, dans le pire des scénarios, accroître le nombre de faillites à 400-500 sur un nombre total d'environ 10 000 agriculteurs à titre principal. Les producteurs de lait et de viande porcine sont particulièrement vulnérables, étant donné leur manque de fourrages propres et la nécessité de compléter avec des aliments achetés. Les producteurs de cultures font également face à des récoltes en baisse, tout en observant une montée des prix de règlement.

La Commission européenne a proposé un certain nombre d'options pour les producteurs européens et a même alloué des financements dans le cadre du second pilier, mais le gouvernement danois y est réticent. Il ne soutient même pas l'idée d'un versement anticipé d'une part des aides pour le secteur agricole. Les organisations danoises de défense de l'environnement et du bien-être animal sont très actives et peuvent compter sur l'appui d'une part significative de la population. Le gouvernement actuel (de centre-droite) craint l'introduction de tout type de règlement « favorable à l'agriculture », craignant une incidence négative sur les prochaines élections qui auront lieu avant l'été 2019.

Devant cette réalité, les producteurs laitiers danois font face à une situation très difficile. Ils auront besoin de trésorerie supplémentaire pour les aider à nourrir leurs vaches jusqu'à la première moisson de l'année prochaine. Surtout les producteurs bio ont commencé à réduire leur cheptel en vendant des animaux à l'abattoir et ils seront sans aucun doute rejoints par d'autres au cours de l'automne.

EMB Bulletin septembre 2018

Production laitière dans l'UE : les conséquences de la sécheresse sont problématiques pour ce secteur en crise

- Les producteurs irlandais sous pression financière

Les agriculteurs ont besoin de mesures de protection du climat et de prix équitables

- Des initiatives très disputées sur l'alimentation en Suisse

- États Généraux de l'Alimentation : et si tout cela n'avait servi à rien ?

Berlin : Dialogue sur le lait avec la ministre fédérale de l'Agriculture Julia Klöckner

- Comparatif des prix du lait de l'EMB : peu de changement sur la paie de lait

Vous pouvez nous trouver sur Facebook

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Production laitière dans l'UE : les conséquences de la sécheresse sont problématiques pour ce secteur en crise

L'EMB réclame un instrument de gestion des crises

© A. Sauvage

Les conséquences de la sécheresse placent les agriculteurs de toute l'Europe devant de grandes difficultés. Dans le secteur laitier, les évolutions de ces dernières années contribuent encore à exacerber la situation.

En effet, les réserves de ce secteur, secoué par les crises successives, ont déjà été largement entamées et nombreux sont ceux qui ont accumulé les dettes. Cela rend la gestion de la sécheresse encore plus difficile. Les producteurs sont cruellement frappés par les fortes réductions et pénuries dans les récoltes. L'augmentation des coûts de fourrage accentue la pression et entraîne une croissance des déficits financiers.

Dans cette situation extrême, des aides financières permettraient d'atténuer les conséquences directes de la sécheresse. Il faudrait également s'abstenir d'écouler actuellement sur le marché le lait en poudre de l'intervention de l'UE, car celui-ci exerce une pression supplémentaire sur les prix, déjà bas, du lait ; la moyenne dans l'UE est actuellement d'un peu moins de 33 centimes/litre.

Comme l'a souligné le président de l'European Milk Board (EMB), Erwin Schöpges, il est très important de prendre simultanément, non seulement des mesures à court terme, mais aussi des mesures à long terme concernant les conditions cadres du secteur. « Parmi celles-ci, il est impératif de mettre en place un mécanisme mettant fin à la longue série de crises de ce secteur. Un tel mécanisme doit contribuer à ce que les prix payés aux producteurs couvrent les coûts de production, y compris un revenu décent pour les éleveurs, et d'assurer ainsi la durabilité et la survie des exploitations », déclare M. Schöpges.

Boris Gondouin, membre du comité directeur de l'EMB et producteur de lait de France, abonde dans son sens. Seule une gestion progressive de crise peut permettre de préserver la vitalité des exploitations et de mieux affronter les situations extrêmes comme la sécheresse actuelle. « Il y a maintenant depuis les années 2000, en France et ailleurs, des phénomènes très accélérés et très répétés de sécheresses aiguës. Voilà pourquoi il est important de gagner sa vie dans les années dites normales sans faire de trous dans nos trésoreries pour tenir bon dans les années dites plus difficiles », déclare M. Gondouin. « Ce n'est toutefois possible que si nous intégrons les outils nécessaires, comme le Programme de responsabilisation face au marché (PRM), dans la politique agricole commune (PAC) de l'UE. »

Le PRM pourrait permettre au secteur de mieux résister aux crises. Son mécanisme prévoit une adaptation temporaire des volumes en temps de crise afin que les prix qui s'effondrent puissent se redresser. Le PRM peut déclencher plusieurs niveaux de réaction, notamment une renonciation volontaire aux livraisons, par exemple. Il est ainsi en mesure de réagir avec flexibilité à la situation de crise qui se présente. Le PRM empêche les pertes de valeur ajoutée qui affaiblissent massivement les producteurs. Pour relever les multiples défis d'un élevage laitier durable, respectueux de l'environnement, des animaux et du climat, des marchés résistants aux crises et des prix rémunérateurs pour les producteurs sont nécessaires. À ce sujet, Erwin Schöpges tient à clarifier une chose : « On ne peut considérer que les prix couvrent les coûts que s'ils correspondent au moins au coût de revient de la production de lait, sans oublier une rémunération décente du temps de travail du producteur. »

La vice-présidente de l'EMB, Sieta van Keimpema, considère le PRM comme un pas important vers une politique agricole véritablement commune et la réduction des inégalités de traitement entre les producteurs européens : « À l'heure actuelle, certains pays soutiennent leurs producteurs en cas de sécheresse, alors que d'autres sont plus réticents. Le PRM suit une logique différente. Tous les producteurs de l'UE en bénéficieraient puisqu'il s'appliquerait uniformément à

tous les pays de l'Union et viserait à prévoir et éviter les crises à l'échelle de l'UE, ce qui stabiliserait le marché commun du lait. »

Communiqué de presse de l'EMB du 22.08.2018

Les producteurs irlandais sous pression financière

© pixabay

Le mois de septembre dans les exploitations laitières irlandaises est normalement l'époque de la dégustation des fruits d'été et de la préparation de l'automne et de l'hiver à venir. Les factures arrivées à échéance au printemps sont payées et les agriculteurs portent un regard fier et rassuré vers les alignements de leurs grands ballots et leurs silos remplis à ras bord.

Cependant, le long hiver 2017/18 les a obligés à prolonger la stabulation de leurs vaches jusqu'à parfois trois mois au-delà de la normale. Les excédents d'ensilage ont été entièrement consommés. En l'absence de printemps cette année, le passage à un des étés les plus chauds qu'ait connu l'Irlande depuis l'année record de 1976 s'est pratiquement fait sans transition. La sécheresse ainsi engendrée a mis un terme à la croissance des pâturages dans la plupart du pays (mais plus particulièrement dans la partie du Sud, Est et des Midlands où se concentre la plus importante production laitière). Au terme de cette chaleur intense, la croissance des pâturages et une pluviométrie appropriée n'ont été qu'intermittentes et parcellaires. De nombreux exploitants laitiers s'attendent à des déficits de fourrage pouvant atteindre 50% pour le prochain hiver, jumelés à une augmentation sensible des factures de fourrage supplémentaire qui fut nécessaire pour survivre au long hiver. Actuellement, leur trésorerie est mise à rude épreuve et si les conditions de croissance des pâturages se rétablissent lentement, les exploitants laitiers irlandais auront besoin de conditions météorologiques optimales cet automne pour pouvoir moissonner des fourrages et laisser paître les vaches à l'extérieur le plus longtemps possible.

Le prix du lait se situe autour de 32 centimes le litre mais les coûts ont, malheureusement, connu une hausse substantielle à la suite de la sécheresse et, par conséquent, de nombreux exploitants sont sous pression et le seront jusqu'au printemps 2019, victimes d'un étranglement financier sans précédent.

Paul Smyth, Irish Creamery Milk Suppliers Association (ICMSA)

Les agriculteurs ont besoin de mesures de protection du climat et de prix équitables

À la suite de la sécheresse prolongée de cet été, le groupement allemand pour une agriculture paysanne (*Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft - AbL*) demande au gouvernement allemand d'intensifier nettement ses mesures de protection du climat.

© Pixabay

« Les agriculteurs sont les premiers touchés par les conséquences du changement climatique : ils les ressentent directement, dans le monde entier et, à l'évidence, chez nous aussi. Nous demandons au gouvernement allemand de prendre des mesures beaucoup plus fortes et efficaces pour protéger le climat. Tous doivent y apporter leur contribution, de l'arrêt des centrales électriques au charbon à des transports plus économes en énergie, en passant par un secteur agro-alimentaire qui préserve le climat », explique Martin Schulz, le président de l'AbL. « Les mauvaises récoltes et les prairies asséchées que nous voyons actuellement devraient nous ouvrir les yeux. Nous devons réduire les émissions de gaz à effet de serre beaucoup plus rapidement que nous ne l'avons fait jusqu'ici ».

Concernant le débat sur les aides d'urgence versées par le gouvernement allemand et les *Länder*, l'AbL en appelle également à la responsabilité des partenaires sur le marché : « alors que les mauvaises récoltes céréalières ont au moins donné lieu à une certaine hausse des prix pour les cultivateurs, les laiteries maintiennent les prix au producteur à un niveau bien trop bas, alors que le volume de lait produit baisse depuis des semaines, en raison de la chaleur et de la sécheresse », explique Ottmar Ilchmann, porte-parole de l'AbL. « Nous sommes convaincus que les chaînes de distribution peuvent bouger si les laiteries s'en donnent la peine. En effet, la population est fortement solidaire des agriculteurs affectés par la sécheresse. Les consommateurs sont prêts à accepter une hausse des prix qui bénéficierait entièrement aux exploitations », assure M. Ilchmann.

À moyen terme, l'AbL réclame également des conséquences dans la politique agricole européenne. La réforme commencée doit être utilisée pour récompenser de manière ciblée les mesures prises dans les exploitations et qui contribuent, non seulement à la protection du climat, mais aussi à améliorer la capacité d'adaptation des exploitations aux conditions climatiques extrêmes. « Aujourd'hui, les paiements directs sont versés de manière forfaitaire par hectare de terrain. Nous proposons de lier à l'avenir le montant des paiements à la contribution concrète des différentes exploitations à la protection du climat, de l'environnement ou des animaux », explique M. Schulz, le président de l'AbL. « Par exemple, une rotation diversifiée des cultures a un impact positif sur le climat, les sols, l'eau et la biodiversité. Elle peut aussi permettre de diluer certains risques météorologiques. Il semble donc sensé de prendre en compte la diversité dans la rotation des cultures pour l'attribution de subventions », explique M. Schulz. Selon lui, la préservation des haies, des bordures de champs et d'autres éléments du paysage favorise la biodiversité et peut réduire l'impact des extrêmes météorologiques, comme l'érosion par le vent et l'eau. Une réduction de la taille des champs va également dans le même sens. « Tout cela peut aisément être lu dans les données que les exploitations soumettent déjà. Nous voulons les utiliser pour récompenser les contributions concrètes des exploitations. La réforme en cours de la politique agricole européenne doit permettre cela », réclame M. Schulz, en se référant à une [proposition concrète de l'AbL pour une politique agricole européenne juste, après 2020](#).

Communiqué de presse de l'AbL (Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft) du 21/08/2018

Des initiatives très disputées sur l'alimentation en Suisse

Le 23 septembre, la population suisse se prononcera sur deux initiatives populaires. D'une part sur l'initiative pour des aliments équitables des Verts, qui vise à favoriser les aliments issus d'une agriculture proche de la nature, respectueuse de l'environnement et des animaux et offrant des conditions de travail équitables. Les normes suisses doivent également s'appliquer aux

produits importés.

D'autre part sur « [L'initiative pour la souveraineté alimentaire](#) » lancée par Uniterre. Si l'on en croit les sondages, une majorité de la population s'apprêterait à voter Oui. Ce serait une véritable sensation ! Les adversaires de ces initiatives ont désormais sorti l'artillerie lourde. Les électeurs s'entendent ainsi dire que les adopter reviendrait à soviétiser l'agriculture, à introduire une économie planifiée inapte et à vider les rayons des supermarchés. Il est indéniable que les grands groupes alimentaires devraient, dans le cas d'un oui, revoir leur position car les deux initiatives renforceront celle des agriculteurs sur le marché. Nestlé a averti qu'une mise en œuvre de l'initiative pour des aliments équitables aurait des « conséquences très sérieuses ». Son adoption mettrait en danger l'ensemble de la filière agro-alimentaire en Suisse. « Il deviendrait nettement plus difficile, voire impossible, d'acheter ou de produire en Suisse. » Le commerce de détail

est également inquiet d'une possible adoption de l'initiative. Coop et Migros, qui représentent, à eux deux, les trois quarts du commerce des aliments, menacent déjà d'une hausse des prix et d'une restriction de la diversité de l'offre.

Les détracteurs ont trop à perdre. Puisqu'il leur est difficile d'apporter des arguments clairs contre ces initiatives, ils se contentent de menaces et de déclarations alarmistes. Nous saurons le 23 septembre s'ils auront réussi à se faire entendre de la population. D'ici-là, il nous reste beaucoup à faire pour dissiper les mythes et les contre-vérités.

Werner Locher, BIG-M

États Généraux de l'Alimentation : et si tout cela n'avait servi à rien ?

Une année après le lancement officiel des États généraux de l'alimentation (EGA), qui représentaient une promesse d'Emmanuel Macron avant son élection, les retours positifs en faveur des éleveurs résultant des négociations se font attendre.

© A. Sauvage

Des indices de coûts de production qui font débat

Par les plans de filière, les interprofessions se sont engagées à créer des conditions de négociations commerciales plus transparentes et équitables et à mettre en place un calcul du prix partant des producteurs, qui permettraient de prendre en compte les coûts de production de ces derniers, afin de leur assurer un revenu suffisant. Or les différents collèges du Centre National Interprofessionnel de l'Économie Laitière (CNIEL) – agriculteurs, coopératives et industriels privés (les organisations de producteurs n'étant pas représentées mais encouragées à l'être par l'OPL de la Coordination Rurale) – ne parviennent pas à s'entendre sur les indices que la loi leur impose de déterminer. La loi laisse même la possibilité aux différents acteurs de la filière d'utiliser leurs propres indicateurs...

Une entrevue des syndicats agricoles avec Emmanuel Macron

Lors d'une entrevue le 20 juillet dernier avec les cinq syndicats agricoles français, Emmanuel Macron a indiqué vouloir pénaliser certains acteurs de la filière qui ne joueraient pas le jeu, en supprimant par exemple l'augmentation du seuil de revente à perte pour les distributeurs et le cas échéant en ne reconnaissant plus les interprofessions qui n'arriveraient pas à un consensus entre les différents acteurs. La Coordination Rurale déplore que l'État n'agisse finalement pas par la sanction, car ces intimidations sont sans effet sur l'aval qui ne fait que gagner du temps.

Des EGA français qui piétinent : l'heure d'agir au niveau européen ?

L'aboutissement du projet de loi français EGALIM n'apporte aucune certitude quant à une meilleure rémunération des agriculteurs. La Coordination Rurale appelle donc à une action de l'Europe et non pas seulement de la France pour faire un bilan équivalent européen, qui permettrait au moins de révéler la non couverture des coûts de production quasi-générale à cette échelle, tout comme le vieillissement et le problème de renouvellement des générations qui s'en suivent. Sortir l'agriculture des accords de l'OMC et mettre en place l'exception agricole permettraient de déconnecter les prix agricoles des cours mondiaux.

Véronique Le Floc'h, présidente de l'OPL (Organisation des Producteurs de Lait) de la CR

Berlin : Dialogue sur le lait avec la ministre fédérale de l'Agriculture Julia Klöckner

La ministre fédérale de l'Agriculture, Julia Klöckner, avait invité les représentants du secteur laitier à un dialogue sur le lait le 21 août à Berlin, afin de discuter avec eux des perspectives de la filière. Le gouvernement fédéral souhaite développer des mesures et des instruments pour être mieux préparé aux futures crises du marché laitier.

Le ministère fédéral entend en particulier responsabiliser le secteur. Il a annoncé vouloir maintenir la dérégulation et il exclut la réintroduction d'un régime de quotas laitiers. Les discussions ont été dominées par les réflexions de différentes associations concernant une « stratégie pour le secteur laitier ». Notre ministre fédérale a été quelque peu surprise que le BDM, l'association fédérale des producteurs laitiers allemands, n'ait pas été invitée à participer aux réflexions menées par les associations de l'industrie laitière et la fédération allemande des agriculteurs DBV. La déclaration du secrétaire général du DBV pourrait en fournir la raison : en effet, selon lui, le BDM poserait toujours des exigences très ambitieuses, que les autres doivent mettre en œuvre par la suite. Les représentants de diverses laiteries (DMK, Hochwald, Arla) ont mis en garde de manière énergique contre la possibilité qu'offre l'article 148 de l'OCM d'introduire une obligation légale de conclure des accords contraignants sur les prix et les quantités. Selon les laiteries, cela devrait rester le choix des entreprises. De plus, une telle obligation exigerait une protection extérieure. Aussi, les agriculteurs ne souhaiteraient selon elles pas fixer des quantités et l'offre mondiale serait excédentaire. Tels les principaux arguments des représentants de l'industrie laitière.

Le représentant de FrieslandCampina (FC) a présenté le concept de gestion des volumes de FC, qui s'était imposé en raison de l'augmentation plus rapide des volumes de lait par rapport à la demande. En guise de « devoir », notre ministre fédérale a chargé les représentants des associations de lui envoyer un résumé écrit de leur position concernant l'application de l'article 148 de l'OCM. Certainement, le ministère attend également avec impatience les réflexions des associations sur la stratégie pour le secteur laitier.

Comparatif des prix du lait de l'EMB : peu de changement sur la paie de lait

Le comparatif des prix du lait de l'EMB donne des informations sur l'évolution actuelle des prix de production issues de 22 laiteries européennes, dont deux de laiteries bio. Un producteur de lait irlandais a également été inclus dans cette édition-ci du comparatif.

© [wikimedia commons](#)

Seules 11 laiteries participantes ont augmenté leurs prix en juillet. Durant ce mois, le prix le plus bas a été relevé en Autriche et le plus élevé en France. On assiste à l'augmentation de prix la plus marquée chez les producteurs de lait français. Chez ces quatre producteurs, les prix ont augmenté en juillet, pour atteindre entre 33,38 et 38,60 centimes par kilogramme. Mais en Autriche, en Belgique, en Allemagne, au Luxembourg et aux Pays-Bas, on assiste encore et toujours à des prix variant entre 28 et, parfois, 31 centimes par kilogramme de lait.

Le prix du lait bio en Belgique était toujours à un niveau extrêmement bas au troisième trimestre, avec une moyenne de 38,71 et 39,07 centimes, ce qui est inquiétant au vu des coûts de production élevés de la filiale. Durant l'année 2018, les prix ont varié entre 36,26 et 41,65 centimes au maximum.

Comparatif des prix du lait de l'EMB jusqu'à juillet 2018

La comparaison des prix du lait de l'EMB cherche à garantir une meilleure comparabilité des prix au producteur en Europe. Le schéma de calcul actualisé indique désormais le prix au producteur avec et sans les suppléments et les rabais spécifiques aux laiteries. La valeur standard a été fixée à 4 % de matière grasse et 3,4 % de protéine. Les décomptes mensuels sont aussi corrigés en continu pour tenir compte des arriérés de paiement.

Karin Jürgens, Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft (BAL)

Vous pouvez nous trouver sur Facebook

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-septembre-2018.html>